

4. Incitations aux investissements

INDUSTRIES DE TRANSFORMATION :

- INCITATIONS AUX INVESTISSEMENTS ET CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

La République tchèque offre aux investisseurs déjà établis ainsi qu'à ceux souhaitant y investir des incitations aux investissements et d'autres formes d'aide au travers de plusieurs programmes. Le système des incitations nationales à l'investissement proposé par le gouvernement pour les investissements à finalité industrielle est décrit ci-dessous. Fin décembre 2010, 615 sociétés avaient bénéficié d'incitations.

PROGRAMME NATIONAL D'INCITATIONS AUX INVESTISSEMENTS

Le premier ensemble de mesures d'incitation, destiné au secteur manufacturier, a été approuvé par le gouvernement tchèque en avril 1998. Dès sa conception, ce programme s'appliquait uniformément, aux mêmes conditions, aux investisseurs étrangers et tchèques.

La **loi sur les incitations aux investissements**, entrée en vigueur au 1^{er} mai 2000 (loi n° 72/2000 du Recueil), dont des modifications notables sont entrées en vigueur en mai 2004 et juillet 2007, a codifié, simplifié et amplifié le projet original d'incitations à l'investissement. Cette loi, examinée avec la Commission européenne, est en conformité avec la réglementation européenne sur l'aide publique.

Incitations présentes dans la loi sur les incitations aux investissements

Incitations fiscales	Exonération de l'impôt sur les sociétés de cinq ans pour les nouvelles entreprises Allègement fiscal partiel pendant cinq ans maximum pour les entreprises existantes
Subventions à la création d'emplois	Aide financière pour la création de nouveaux emplois
Subventions à la formation et requalification	Aide financière pour le reclassement de nouveaux salariés
Aides à l'implantation	Attribution de terrains publics à prix avantageux

Il est possible de bénéficier d'une ou plusieurs mesures d'incitation. Leur effet est étudié pour se faire le plus sentir dans les premières phases de réalisation du projet.

Mesures d'incitation fiscale

Il existe deux formes d'incitation fiscale. Si une nouvelle société (personne morale) est fondée pour le projet d'investissement, cette nouvelle entreprise peut demander une exonération de l'impôt sur les sociétés pour une période d'un maximum de cinq ans. Si l'investissement est réalisé dans le cadre d'un projet de modernisation ou d'expansion au sein d'une société tchèque (personne morale), la société peut demander une exonération partielle de l'impôt sur les sociétés d'un maximum de cinq ans. Cette exonération fiscale arrive à terme dès lors que la société atteint le plafond de l'aide publique autorisée – cf. ci-dessous la compatibilité des incitations à l'investissement avec les règles de l'UE.

Subventions à la création d'emplois et à la formation et requalification

Les subventions à la création d'emploi d'un montant 50 000 couronnes par salarié ainsi que les subventions pour la formation et la requalification des employés d'un montant de 25% des coûts de formation effectivement encourus pour la formation et la requalification sont proposés uniquement dans les districts où le taux de chômage dépasse de plus de 50% la moyenne nationale.

Aides à l'implantation

Le transfert à prix avantageux de terrains ou de terrains viabilisés appartenant à l'État ou à une commune est possible à condition que le propriétaire accepte ce transfert préférentiel.

CRITÈRES DE SÉLECTION POUR LES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

- L'investissement doit être réalisé dans le secteur industriel
- L'investissement doit avoir pour but de lancer une nouvelle production, ou d'étendre une production existante.

- L'investisseur doit investir au moins 100 millions de couronnes (env. 5,5 millions de dollars) dans un délai de trois ans. Cette limite est ramenée à 60 millions de couronnes ou 50 millions de couronnes dans les régions où le taux de chômage est élevé.
- La moitié de l'investissement minimum (cf. ci-dessus) doit être financée par les fonds propres de l'investisseur.
- Le matériel industriel doit représenter au minimum 60% de l'investissement.
- Tout l'équipement industriel doit être neuf.
- La production envisagée doit répondre à toutes les normes tchèques de protection de l'environnement.

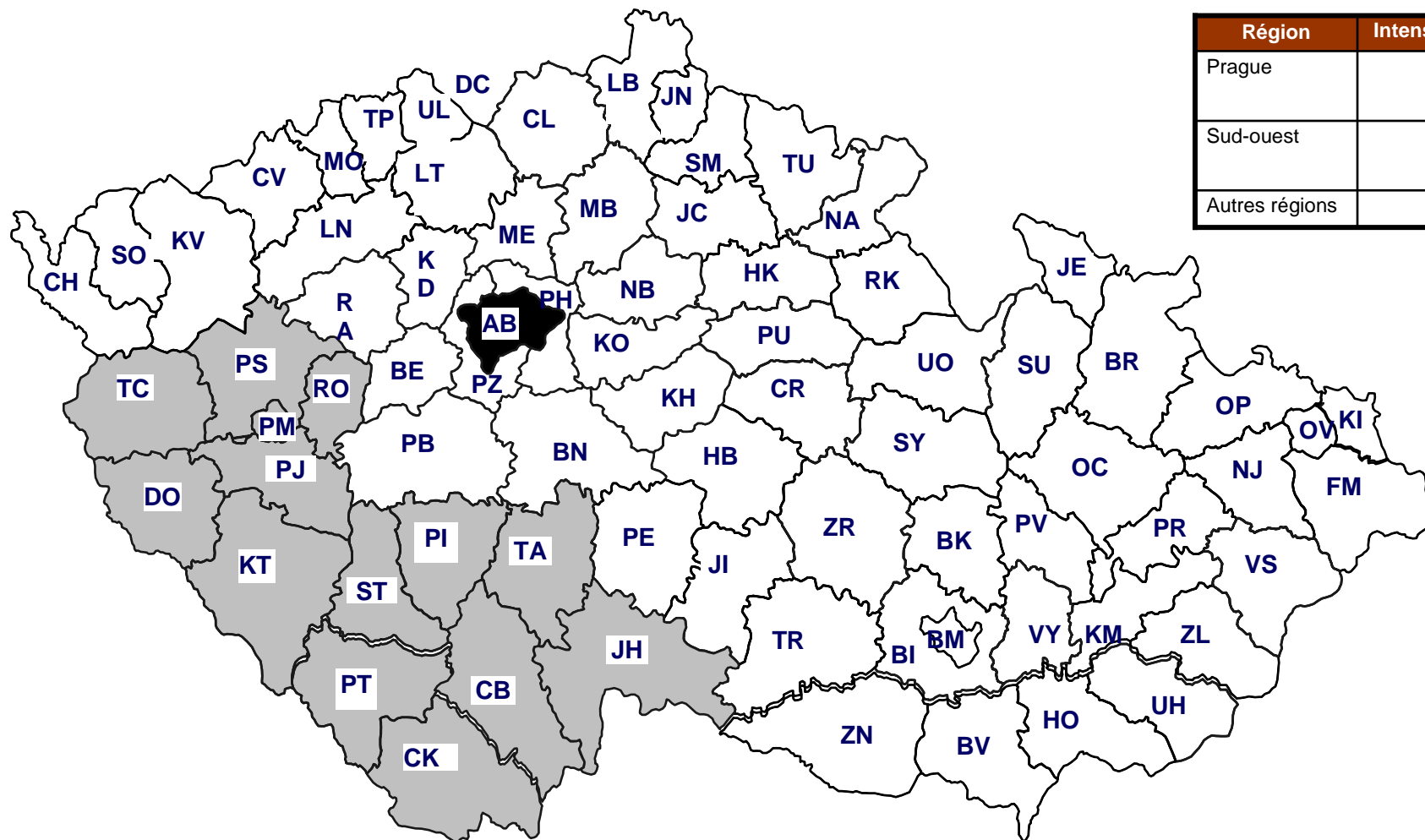
INCITATIONS AUX INVESTISSEMENTS – COMPATIBILITÉ AVEC LES RÈGLES DE L'UE

La compatibilité des règles d'attribution des incitations aux investissements appliquées en République tchèque avec la législation de l'UE relative à l'aide publique est évaluée par la Commission européenne. Chaque demande d'incitations aux investissements doit être examinée par le ministère de l'industrie et du commerce de République tchèque qui décide aussi du montant total d'aide publique disponible pour chaque projet. Cette aide est calculée comme un pourcentage de la valeur totale de l'investissement (i.e. dépenses en capital pour les bâtiments et machines, y compris des dépenses restreintes en immobilisations incorporelles). Dès que le plafond de l'aide publique définie pour chaque projet a été atteint, l'exonération fiscale prend fin et la société doit commencer à payer l'impôt sur les sociétés.

Veillez consulter la carte en fin de document où figure l'intensité maximale d'aide publique disponible dans chaque région de République tchèque en accord avec la réglementation de l'UE.

CzechInvest est l'unique entité auprès de laquelle l'investisseur peut faire acte de candidature pour les incitations mentionnées ici. Des détails supplémentaires sont disponibles à CzechInvest auprès des spécialistes des incitations aux investissements ou dans le « Manuel des incitations aux investissements » sous forme électronique ou imprimée.

Plafond de l'intensité d'aide publique permise (2007–2013)



L'intensité permise d'aide publique pour les projets d'investissement pour lesquels les frais déductibles dépassent 50 millions d'euros est majorée de 20% dans le cas des petites entreprises et de 10% dans le cas des moyennes entreprises. L'intensité permise d'aide publique pour les projets d'investissement pour lesquels les coûts déductibles dépassent 50 millions d'euros est régie par les Règles de soutien régionales 2007-2013.